

Notre dépendance américaine sous la loupe

TECHNOLOGIE Selon une étude de la firme genevoise Proton, 68% des entreprises suisses cotées en bourse dépendent des services américains pour leurs systèmes informatiques essentiels. Une autre étude chiffre les gains financiers et d'emploi pour les Etats-Unis

ANOUGH SEYDTAGHIA

C'était jusqu'à présent un sentiment. Celui que la Suisse, comme l'Europe, est fortement dépendante des solutions technologiques américaines. Désormais, cette impression se transforme en faits et en chiffres. Cette semaine, la firme genevoise Proton a publié une étude pour mesurer cette dépendance, se focalisant notamment sur les solutions de messagerie. Les résultats viennent compléter ceux d'une autre étude.

Il faut d'abord évidemment le rappeler, Proton n'est pas un observateur neutre de ce débat, mais un acteur très engagé. La société fournit des solutions de messagerie, de stockage de document, de VPN ou

encore de gestionnaires de mots de passe depuis la Suisse. Proton base une grande partie de son marketing sur la défense de la souveraineté numérique européenne face à la mainmise américaine sur ce secteur. Les résultats de l'étude qu'elle a effectuée vont donc totalement dans son sens.

Secteur bancaire moins demandeur

Et ces résultats sont objectivement intéressants. La firme genevoise a constaté que 68% des entreprises cotées à la bourse suisse dépendent de services américains pour leurs systèmes vitaux, ce qui est proche de la moyenne européenne de 74%. A titre de comparaison, ce niveau de dépendance

est de 88% au Royaume-Uni, de 93% en Irlande et de 66% en France.

Selon Proton, en Suisse, six secteurs, dont l'immobilier, le commerce de détail, les boissons et le tabac ainsi que l'alimentation dépendent à 100% des fournisseurs de messagerie américains. La dépendance est élevée dans le domaine de l'énergie (67%), pour les services publics (80%) et le secteur de la santé (77%). Mais elle chute pour le secteur bancaire, avec une proportion de 8% seulement.

Comment tout cela a-t-il été calculé? Proton s'est intéressé aux quelque 300 entreprises suisses cotées en bourse. «A l'aide de recherches du DNS, qui peut s'assimiler à un annuaire téléphonique, Proton a pu identifier les enregis-

tremements d'échange de courrier électronique pour le domaine de chaque société afin de déterminer leurs fournisseurs de services de messagerie et le pays dans lequel ces fournisseurs sont enregistrés», précise Edward Shone, porte-parole de la société. Il poursuit: «Par exemple, si le DNS indique que nous pouvons contacter une entreprise via un serveur de messagerie appartenant à Microsoft ou Google, nous savons alors qu'elle utilise ces services américains.»

Un «asservissement»

Ces chiffres complètent ceux d'une autre étude. En avril, le Club informatique des grandes entreprises françaises (Cigref) estimait que «les achats annuels de services

de cloud-logiciel des entreprises de l'Union européenne qui bénéficient à l'économie américaine s'élèvent à 264 milliards d'euros (250 millions de francs)». Selon les auteurs de cette étude, la part de marché en Europe des fournisseurs américains est de 83%. «Les achats par les entreprises européennes de services de cloud-logiciel aux Etats-Unis génèrent, pour l'économie américaine, une empreinte totale estimée à 1,9 million d'emplois. Si l'Union européenne parvenait, en 2035, à produire 15% des services de cloud et de logiciels qu'elle achète actuellement aux Etats-Unis, il en résulterait 463 000 emplois supplémentaires dans l'Union européenne», selon le Cigref.

Depuis des mois, un mouvement, porté par des entreprises du continent et la Commission européenne, plaide pour davantage de services proposés par des firmes européennes, mais aussi pour que les Etats achètent ces solutions. «L'Europe se retrouve économiquement exploitée et politiquement asservie, faute d'avoir compris que la technologie serait le moteur du XXIe siècle. Au lieu d'investir dans notre propre secteur technologique, nous avons choisi la solution de facilité: acheter des technologies à des entreprises étrangères. Ce faisant, nous avons renoncé au pouvoir de contrôler notre propre destin», estimait récemment Andy Yen, directeur de Proton. ■